

Sûreté de l'aviation civile - Typologie 10

RS5733 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	344
Formacode(s)	31814, 42854
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2026

Certificateur(s)

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET DE LA PECHE · SIRET : 11006801200050

Partenaires habilités

51 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 50 à former et 1 à organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
2M TRAINING	75320095500049	Former
ACEPI	44322704600044	Former
ACFS	37968319600040	Former
AEROFORM INTERNATIONAL	49434401300029	Former
AERO TRAINING CENTER	45406806500027	Former
A.F.S.I.S.	50116575700011	Former
AGENCE NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES	82422814201841	Former
AIRPORT AVIATION SECURITY FORMATION	75112447000020	Former
ANNE BASAS	43971630900034	Former
ASSOCIATION ENVERGURE	34465627700078	Former

Liste complète des 51 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rs5733-surete-de-l-aviation-civile-typologie-10/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification "Sûreté de l'aviation civile - Typologie 10" répond au besoin de certifier des agents de sûreté de l'aviation civile compétents. Leur mission est d'effectuer des contrôles de sûreté notamment dans les aérodrômes.

Ils possèdent les compétences nécessaires pour l'inspection/filtrage des personnes, des bagages de cabine, des articles transportés et des bagages de soute, du fret, du courrier, du courrier et du matériel des transporteurs aériens, des approvisionnements de bord et des fournitures destinées aux aéroports, l'inspection des véhicules, le contrôle d'accès à un aéroport, les opérations de surveillance et de patrouille.

Cette certification est réglementée. Son cadre est fixé par le règlement (UE) n° 2015/1998 du 5 novembre 2015 fixant

des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, notamment les points 11.2.2, 11.2.3.1 à 11.2.3.5 et 11.3 de son annexe. Le ministre chargé des transports en précise les modalités d'application, notamment l'organisation et la réalisation des examens de certification des agents selon plusieurs typologies, à travers l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile (notamment les articles 11-3-1 et suivants de son annexe). Enfin, le directeur de l'ENAC affine le dispositif, par la décision n° 1830 du 14 octobre 2019 fixant les modalités d'organisation des sessions d'examen de certification des agents de sûreté.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Réaliser

l'inspection/filtrage des personnes, des bagages de cabine, des articles transportés et des bagages de soute, conformément au point 11.2.3.1 de l'annexe du règlement (UE) 2015/1998 et au chapitre 11 de l'annexe de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

Incluant les sous-compétences suivantes :

- a) Comprendre la configuration du poste d'inspection/filtrage et le processus d'inspection/filtrage ;
- b) Identifier les moyens de dissimulation d'articles prohibés ;
- c) Réagir de manière appropriée en cas de détection d'articles prohibés ;
- d) Identifier les capacités et les limites des équipements de sûreté ou les méthodes d'inspection/filtrage utilisés ;
- e) Décrire les procédures d'intervention d'urgence ;
- f) Mettre en œuvre des capacités relationnelles permettant en particulier de faire face aux différences culturelles et aux passagers susceptibles de causer des troubles ;
- g) Appliquer les techniques de palpation/fouille manuelle ;
- h) Effectuer des palpations/fouilles manuelles d'un niveau suffisant pour raisonnablement garantir la détection des articles prohibés dissimulés ;
- i) Mémoriser les motifs d'exemptions de l'inspection/filtrage et les procédures spéciales de sûreté ;
- j) Faire fonctionner les équipements de sûreté utilisés ;
- k) Interpréter correctement les images produites par l'équipement de sûreté ;
- l) Maîtriser les exigences de protection pour les bagages de soute.

Réaliser l'inspection/filtrage du fret et du courrier, conformément au point 11.2.3.2 de l'annexe du règlement (UE) 2015/1998 et au chapitre 11 de l'annexe de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

Incluant les sous-compétences suivantes :

- a) Identifier les actes d'intervention illicites déjà perpétrés dans l'aviation civile, les attentats terroristes et les menaces actuelles ;
- b) Décrire les prescriptions légales applicables et les éléments contribuant à la mise en place d'une culture de sûreté solide et résiliente sur le lieu de travail et dans le domaine de l'aviation, y compris, entre autres, la menace interne et la radicalisation ;
- c) Présenter les objectifs et l'organisation de la sûreté aérienne, notamment les obligations et les responsabilités des personnes qui effectuent des contrôles de sûreté dans la chaîne d'approvisionnement ;
- d) Identifier les articles prohibés ;
- e) Réagir de manière appropriée en cas de détection d'articles prohibés ;
- f) Identifier les capacités et les limites des équipements de sûreté ou des méthodes d'inspection/filtrage utilisés ;
- g) Identifier les moyens de dissimulation d'articles prohibés ;
- h) Décrire les procédures d'intervention d'urgence ;
- i) Présenter les exigences de protection pour le fret et le courrier ;
- j) Identifier les exigences d'inspection/filtrage applicables au fret et au courrier, et les procédures spéciales de sûreté ;
- k) Maîtriser les méthodes

d'inspection/filtrage appropriées pour différents types de fret et de courrier ;

l) Maîtriser les techniques de palpation/fouille manuelle ;

m) Effectuer des palpations/fouilles manuelles d'un niveau suffisant pour raisonnablement garantir la détection des articles prohibés dissimulés ;

n) Faire fonctionner les équipements de sûreté utilisés ;

o) Interpréter correctement les images produites par l'équipement de sûreté ;

p) Identifier les exigences applicables au transport.

Réaliser

l'inspection/filtrage du courrier et du matériel des transporteurs aériens, des approvisionnements de bord et des fournitures destinées aux aéroports, conformément au point 11.2.3.3 de l'annexe du règlement (UE) 2015/1998 et au chapitre 11 de l'annexe de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

Incluant

les sous-compétences suivantes :

a) Comprendre les actes d'intervention

illicites déjà perpétrés dans l'aviation civile, des attentats terroristes et des menaces actuelles ;

b) Décrire les prescriptions légales applicables et les éléments contribuant à la mise en place d'une culture de sûreté solide et résiliente sur le lieu de travail et dans le domaine de l'aviation, y compris, entre autres, la menace interne et la radicalisation ;

c) Présenter les objectifs et de l'organisation de la sûreté aérienne, notamment les obligations et les responsabilités des personnes qui effectuent des contrôles de sûreté dans la chaîne d'approvisionnement ;

d) Identifier les articles prohibés ;

e) Réagir de manière appropriée en cas de détection d'articles prohibés ;

f) Identifier les moyens de dissimulation d'articles prohibés ;

g) Décrire les procédures d'intervention d'urgence ;

h) Identifier les capacités et les limites des équipements de sûreté ou des méthodes d'inspection/filtrage utilisés ;

i) Appliquer les techniques de palpation/fouille manuelle ;

j) Effectuer des palpations/fouilles manuelles d'un niveau suffisant pour raisonnablement garantir la détection des articles prohibés dissimulés ;

k) Faire fonctionner les équipements de sûreté utilisés ;

l) Interpréter correctement les images produites par l'équipement de sûreté ;

m) Identifier les exigences applicables au transport.

Réaliser

les inspections des véhicules, conformément au point 11.2.3.4 de l'annexe du règlement (UE) 2015/1998 et au chapitre 11 de l'annexe de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

Incluant

les sous-compétences suivantes :

a) Décrire les prescriptions légales

applicables aux inspections de véhicules, notamment les exemptions et les procédures spéciales de sûreté ;

b) Réagir de manière appropriée en cas de détection d'articles prohibés ;

c) Identifier les moyens de dissimulation d'articles prohibés ;

d) Décrire les procédures d'intervention d'urgence ;

e) Appliquer les techniques d'inspection des véhicules ;

f) Effectuer des inspections de véhicules

d'un niveau suffisant pour raisonnablement garantir la détection des articles prohibés dissimulés.

Réaliser

les contrôles d'accès à un aéroport, ainsi que les opérations de surveillance et de patrouille, conformément au point 11.2.3.5 de l'annexe du règlement (UE) 2015/1998 et au chapitre 11 de l'annexe de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

Incluant les sous-compétences suivantes :

- a) Décrire les prescriptions légales en matière de contrôle d'accès, notamment les exemptions et les procédures spéciales de sûreté ;
- b) Identifier les systèmes de contrôle d'accès utilisés dans l'aéroport ;
- c) Identifier les autorisations, y compris les cartes d'identification et les laissez-passer de véhicules donnant accès aux zones côté piste ;
- d) Maîtriser les procédures de patrouille et de contrôle des personnes et identifier les circonstances dans lesquelles les personnes doivent être signalées ou invitées à justifier de leur identité ;
- e) Réagir de manière appropriée en cas de détection d'articles prohibés ;
- f) Appliquer les procédures d'intervention d'urgence ;
- g) Faire preuve des capacités relationnelles permettant en particulier de faire face aux différences culturelles et aux passagers susceptibles de causer des troubles.

Secteur d'activité et type d'emploi

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Règlement

d'exécution (UE) n° 2015/1998 de la Commission du 5 novembre 2015 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile

(JOUE L 299,

14.11.2015, p. 1–142)

Arrêté du 11 septembre 2013 modifié relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile (JORF n° 0219 du 20 septembre 2013)

Décision du 30 avril 2020 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud et notamment son article 4 (§ 6 sur la division sûreté)

Décision ENAC/DG n°1830 du 14 octobre 2019 fixant les modalités d'organisation des sessions d'examen de certification des agents de sûreté

(<https://www.enac.fr/fr/decision-enacdg-ndeg1830-du-14-octobre-2019-fixant-les-modalites-dorganisation-des-sessions-dexamen>)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

• Vérification des antécédents : conformément à la réglementation européenne, les candidats doivent avoir passé avec succès une vérification renforcée de leurs antécédents qui consiste à :

- a) établir l'identité de la personne sur la base d documents ;
- b) prendre en considération le casier judiciaire dans tous les États de résidence au cours des cinq dernières années ;
- c) prendre en considération les emplois, les études et toute interruption de plus de vingt-huit jours dans le relevé de la formation initiale ou de la carrière au cours des cinq dernières années ;
- d) prendre en considération les informations des services de renseignement et toute autre information pertinente dont les autorités nationales compétentes disposent et estiment qu'elles peuvent présenter un intérêt pour apprécier l'aptitude d'une personne à exercer une fonction qui requiert une vérification renforcée de ses antécédents.

- Dans le cadre d'une première certification, le candidat doit avoir validé une formation de base en sûreté de l'aviation civile 11.2.2 ou équivalent.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

Le jury est composé d'un représentant de l'ENAC et d'un représentant de l'Etat :

- Article 11-3-2 de l'annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile ;
- Décision ENAC/DG n°1830 du 14 octobre 2019 fixant les modalités d'organisation des sessions d'examen de certification des agents de sûreté, et notamment son article 5 ;
- Décision du 30 avril 2020 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud et notamment son article 4 (§ 6 sur la division sûreté).

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/12/2026

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RS524

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.ecologie.gouv.fr/formation-surete>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/5733/>

Où se former

Formations référencées	35
Organismes	3
Régions couvertes	3
Prix indicatif	140 € – 3 700 €
Durée	140 – 188 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	556
Parcours menés à terme	535
Taux d'achèvement	96 %
Période	03/2022 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	600
Montant total engagé	551 210 €

Coût moyen par dossier	919 €
Durée moyenne	54 h
Période	03/2022 – 09/2026
France compétences	78 %
France Travail	11 %
Reste à charge titulaire	10 %
Régions	1 %
Entreprise	0 %
Compte d'engagement citoyen	0 %
OPCO	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.